

**Maître d'Ouvrage : Mairie DE ST-BONNET-DE-CHAVAGNE**


50 rue du Marquis-de-la-Porte,

38840 ST BONNET DE CHAVAGNE

Tel : 04 76 38 50 68mairie@saint-bonnet-de-chavagne.fr

Aménagement d'une salle multi-activités et d'archives dans un bâtiment communal



<p><u>Maître d'œuvre</u> Bernard Nicoud, Architecte D.P.L.G.</p> <p>Place du Lavoir 38160 ST ROMANS Tel : 04 76 64 09 12 Mob : 06 62 61 09 13 bernard.nicoud2@wanadoo.fr</p>	 <p>BERNARD NICOUD ARCHITECTE DPLG</p>	<p><u>Coordinateur SPS</u> EI - Yannick CHARRIER CSPS</p> <p>222 route de St Marcellin 38160 CHATTE Mobile : 06 08 98 86 82 Email : yannick.charrier@wanadoo.fr</p>
---	--	--

REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché public de travaux

Date et heure limites de remise des offres :

Lundi 29 Décembre 2025 à 12h

ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur les **travaux d'Aménagement d'une salle multi-activités et archives au R-1 de la Mairie de ST BONNET DE CHAVAGNE (38)**.

Les spécifications techniques concernant les prestations sont précisées dans le CCTP commun et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et ses annexes.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation

La présente consultation est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.2 Modalités particulières de la consultation

Le DCE (Dossier de Consultation des Entreprises), les demandes de renseignements complémentaires et le dépôt des offres électroniques sont accessibles sur le profil acheteur du MOA <https://www.marches-securises.fr>

2.3 Forme, durée du marché, délais d'exécution

La consultation concerne des marchés ordinaires. La durée se confond avec le délai d'exécution

Les délais d'exécution des travaux (**dix mois + 1 mois de préparation**) sont fixés **du 18/05/2026 pour une livraison en avril 2027**; La date de début du délai d'exécution peut être repoussée par le maître d'ouvrage si nécessaire sans que cela ne modifie les délais d'exécution

2.4 Décomposition de la consultation

Le présent marché est décomposé en dix lots :

- LOT N°1 GO Maçonnerie VRD
- LOT N°2 Auvent structure bois
- LOT N°3 Menuiseries extérieures Aluminium
- LOT N°4 Electricité Courants Faibles
- LOT N°5 Plomberie Sanitaires – Chauffage
- LOT N°6 Cloisons Doublage Isolation - Plafonds
- LOT N°7 Menuiseries intérieures – Escaliers
- LOT N°8 Carrelage – Faïences
- LOT N°9 Peintures Nettoyage
- LOT N°10 Elévateur PMR

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent répondre pour un, plusieurs lots ou tous les lots mais doivent faire une offre distincte pour chaque lot auquel ils soumissionnent.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

LOT N°1 GO Maçonnerie VRD : 45223220-4 Travaux de gros œuvre / 45262522-6 Travaux de maçonnerie / 45112000 VRD

LOT N°2 Auvent structure bois : 45261210-9 Travaux de couverture / 45214710-0 Travaux de construction de halls d'entrée / Auvents. 44115800-7 / 45420000-7, Travaux de menuiserie et de charpenterie

LOT N°3 Menuiseries extérieures Aluminium : 45421000-4 Travaux de menuiserie ; 45421100-5 Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires

LOT N°4 Electricité Courants Faibles : 45311200-2 Travaux d'installations électriques

LOT N°5 Plomberie Sanitaires – Chauffage : 45332000-3 Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation / 45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

LOT N°6 Cloisons Doublage Isolation - Plafonds : 45421141-4 Travaux de cloisonnement

LOT N°7 Menuiseries intérieures - Escaliers : 45421000-4, Travaux de menuiserie. ; 45421100-5, Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires

LOT N°8 Carrelage - Faïences : 45431000-7 Carrelages

LOT N°9 Peintures Nettoyage : 45442100-8 Travaux de peinture

LOT N°10 Elévateur PMR : 45313100

2.5 Forme des groupements éventuels

Le pouvoir adjudicataire ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.6 Variantes, PSE, et options

Aucune variante n'est autorisée
La réponse aux PSE est obligatoire

2.7 Modalités financières

Les travaux faisant l'objet de cette consultation seront financés sur les ressources propres de la Commune de ST BONNET DE CHAVAGNE

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du marché sera de 30 jours.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120** jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.9 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

2.10 Dossier de consultation

2.10.1 Contenu

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation
- Un cadre d'acte d'engagement
- Un cahier des clauses administratives particulières (*si modifie CCAG ou autre mention particulière du marché*)
- Un cahier des clauses techniques particulières commun (TCE)
- Un cahier des clauses techniques particulières pour chacun des lots
- Un cadre de décomposition du prix global forfaitaire pour chacun des lots (DPGF en format xls)
- Les documents graphiques du projet (en format pdf – les dwg peuvent être fournis sur demande)
- Le plan général de coordination en matière de sécurité
- L'étude Diagnostics Amiante et Plomb

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

2.10.2 Modification de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'envoyer, par tout moyen donnant date certaine, au plus tard **10** jours, avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES – DOCUMENTS A PRODUIRE

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doit(ent) être habilité(s) à engager le candidat.

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

3.1 Présentation de la candidature

Pour présenter leur candidature, il est conseillé aux candidats de présenter leur candidature sous la forme d'un DUME (Document Unique de Marché Européen) ou à défaut d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) mis à jour en novembre 2023

Le candidat doit obligatoirement préciser si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. Dans ce dernier cas, chaque membre du groupement doit produire les documents listés ci-dessous pour attester de la qualité du candidat à remettre une offre.

Les candidats étrangers produiront les documents, rédigés en français, équivalents aux documents listés ci-dessous.

3.1.1 Documents à produire pour permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la situation juridique, les capacités économiques et financières, professionnelles et techniques du candidat à réaliser les prestations objet de la consultation telles que prévus aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique. Toutefois, en application des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit

Situation juridique :

- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L.5212.11 du Code du Travail
- Une déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Capacités économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Tout autre document lui permettant de faire la preuve de sa capacité financière, si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des documents mentionnés ci-dessus pour justifier de cette capacité.

Références professionnelles et capacité technique :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- La liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et Certificats de qualifications et/ou de qualité professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise,
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Pour les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire de liste de prestations exécutées, références de leurs dirigeants ou des personnels qui exécuteront le marché (diplômes et/ou expérience professionnelle) et tout élément permettant d'apprécier les capacités financières du candidat.
- En plus des documents listés ci-dessus, le candidat aura la possibilité de produire tout autre document lui permettant de faire la preuve de ses capacités professionnelles et techniques.

3.2 Contenu de l'offre

L'offre contient obligatoirement, sous peine de rejet de son offre (à l'exception de ceux mentionnés comme facultatifs), l'ensemble des documents suivants à accepter sans modification :

- **L'acte d'engagement par lot avec son calendrier Travaux** : cadre joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché (sauf pouvoir donné au mandataire).

Par ailleurs l'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Les candidats ne peuvent pas proposer des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

En conséquence, ils n'ont pas la possibilité de proposer de rabais conditionnés par l'attribution de plusieurs lots.

- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par lot.** Un fichier EXCEL sera également joint avec l'offre
- **Le mémoire technique justificatif par lot** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché.

• **Nota : Le cahier des clauses administratives particulières CCAP, le cahier des clauses techniques particulières par lot, le CCTP commun TCE, qui ne peuvent être modifiés après la remise des offres sont considérés comme approuvés sans réserve par le candidat. Ainsi ils n'ont pas à être retournés avec l'offre, les exemplaires détenus par l'administration fiscale faisant foi.**

- L'entreprise retenue disposera d'un délai de 10 JOURS à compter de la notification d'attribution pour présenter les attestations réglementaires en cours de validité :

- justificatif d'immatriculation,
- attestations d'assurance responsabilité civile et décennale,
- attestation de vigilance,
- attestation de régularité fiscale et attestation de régularité et sociale (ou Noti2),
- liste des travailleurs étrangers (ou attestation de non emploi de travailleurs étrangers).

Le candidat peut choisir de joindre ces documents au dossier de candidature

- **Nota : La visite des locaux est fortement conseillée pour tous les lots, elle est obligatoire pour les lots**

suivants : 01 GO MACONNERIE VRD, LOT N°4 ELECTRICITE COURANTS FAIBLES, LOT N°5 PLOMBERIE SANITAIRES CHAUFFAGE, LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES ESCALIERS, et LOT 10 ELEVATEUR PMR.

Il est préférable de contacter la Mairie, 3 jours avant, pour fixer un rendez-vous (04 76 38 50 68 , mairie @stbonnetdechavagne.fr). Le mémoire technique justificatif devra obligatoirement mentionner si la visite des locaux a été faite ou pas.

ARTICLE 4 - ADMISSION DES CANDIDATS – JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Admission des candidats

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Conformité administrative et juridique
- Capacités économiques et financière
- Références professionnelles et capacités techniques

4.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R-2152 du code de la Commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le meilleur marché sera apprécié en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

La notation sera appréciée au regard des prix proposés par les candidats dans l'acte d'engagement et du mémoire technique

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Prix des prestations	40%
Valeur Technique	60 %

Le prix sera noté selon le principe suivant :

La note de 10 sera attribuée au montant de l'entreprise moins disante.

Pour les autres offres, la note attribuée sera calculée par application de la formule suivante :

Note F = 10 (1 – $\Delta F/F_0$)

ΔF étant l'écart entre l'offre F et le prix F_0 correspondant au montant de l'entreprise moins disante.

En ce qui concerne le critère valeur technique, la note sera appréciée en fonction des sous critères suivants et de leur évaluation, conformément au tableau de notation ci-joint :

La note maximale est de 10.

Valeur technique : APPRECIATION	Très satisfaisant	Satisfaisant	Moyen	Insuffisant	Absent
Mode opératoire d'exécution des travaux (circuits courts d'intervention, compétence en rénovation, souplesse de l'équipe dédiée à travailler en coordination avec les autres lots, fiches produits)	4	3	2	1	0
Planning d'exécution (validation du planning général - planning détaillé et justifié propre à votre prestation, capacités d'adaptation)	2	1.5	1	0.5	0
Mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier (proximité des écoles et salles associatives, riverains, et Personnel)	2	1.5	1	0.5	0
Efforts de réduction de gaz à effets de serre (transport des fournitures, circuits courts de déplacement des équipes et personnel)	2	1.5	1	0.5	0

Offres anormalement basses

Conformément aux articles R 2152-3 et R 2152-4 du Code de la Commande publique, si une offre paraît anormalement basse à l'acheteur, il peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit assorti d'un délai impératif de réponse les précisions qu'elle juge opportunes et vérifié les justifications fournies.

4.3. Suite donnée à la consultation

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le présent marché pourra, si le pouvoir adjudicateur le souhaite et le juge nécessaire, faire l'objet d'une négociation avec le(s) candidat(s) ayant remis l' (ou les) offre(s) la (ou les) plus intéressante(s), dans les conditions de stricte égalité et de confidentialité. Le pouvoir adjudicateur pourra négocier sur tous les éléments de l'offre. Les négociations peuvent donc ne pas être menées avec tous les candidats.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée pendant la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R4142-1 à R 4143-12 du Code de la Commande publique et énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, par voie dématérialisée (voir art 2.2).

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-rom, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et dans une taille acceptable (Mo).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, leur demande via la plateforme de dématérialisation mentionnée à l'article 2.2.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **5 jours** avant la date de remise des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Grenoble, 2 place de Verdun, BP 1135 38022 Grenoble Cedex 1 Courriel : Greffe.ta-grenoble@juradm.fr